



L'AVENIR DE LA PLANÈTE SE JOUE À PARIS

Dans son discours d'ouverture de la Cop 21, François Hollande a salué un « *jour historique* ». 150 chefs d'États et de gouvernement étaient réunis à Paris pour l'ouverture de la conférence climat, afin de donner une impulsion aux négociations. Cette Cop 21 « *représente un espoir que nous n'avons pas le droit de décevoir* », a estimé le Président, rappelant que « *jamais l'enjeu d'une réunion internationale n'avait été aussi élevée car il s'agit de l'avenir de la planète, de l'avenir de la vie* ». Après avoir exprimé la reconnaissance du peuple français « *pour toutes les marques de soutien* » reçues après les attentats, François Hollande a souligné que « *la lutte contre le réchauffement climatique sont deux grands défis mondiaux* ». « *Nous devons à nos enfants une planète préservée des catastrophes* », a-t-il ajouté. L'année 2014 a été celle des records de température, de concentration de CO₂, d'événements climatiques extrêmes (sécheresse, inondation, cyclone, fonte des glaces, acidification des océans...). Le réchauffement « *annonce des conflits, provoque des migrations* ». Alors qu'au contraire « *les progrès fulgurants des énergies propres et renouvelables ouvrent la perspective d'une économie propre et non carbonée* ».

Le Président a plaidé pour un accord universel, différencié et contraignant qui dessine « *une trajectoire crédible pour maintenir le réchauffement en-dessous de 2 et même d'1,5°C* » en n'exemptant aucun pays de ses engagements. Pour cela, les pays développés doivent assumer leur responsabilité historique dans les émissions de gaz à effet de serre, les « *pays émergents doivent accélérer leur transition énergétique* », et « *les pays en développement doivent être accompagnés dans leur adaptation* ». Ce qui pose la question cruciale du financement, afin d'atteindre au minimum l'objectif de 100 milliards d'euros par an promis à Copenhague.

« *Pour résoudre la crise climatique, les bons sentiments ne suffiront pas* », a conclu François Hollande, jugeant que l'ensemble de nos sociétés devaient se mettre en mouvement. « *Nous sommes au pied du mur, mais il n'est pas infranchissable. Tout dépend de nous.* »

ÉLECTIONS RÉGIONALES : L'HEURE DE LA MOBILISATION

À quelques heures du second tour des élections régionales, l'heure est plus que jamais à la mobilisation des électeurs de gauche. Car on sait ce qu'on a à perdre si la droite, ou pire l'extrême droite, prend le pouvoir dans les régions : ils appliquent déjà leurs programmes mortifères pour la solidarité et le vivre ensemble dans les collectivités qu'ils ont gagné. Demain, dans nos régions, l'emploi et la formation seront négligés, comme la droite le fait à Reims en fermant la maison de l'emploi et des métiers ou dans le Val d'Oise, en arrêtant de financer sept missions locales. L'éducation sera abandonnée : les familles modestes à Tours n'ont plus droit à la cantine gratuite. A Pau, il n'y a plus de dispositif de bourses de la ville. Les transports scolaires gratuits ne seront plus qu'un souvenir...

STIGMATISATION

Quant au Front national, il mettra en œuvre le même programme que celui qu'il applique déjà dans les mairies conquises en 2014 : haro sur la solidarité (fin des subventions aux centres sociaux), sur les chômeurs (enfants plus accueillis



à la cantine comme à Mantes-la-Ville), sur les pauvres en général et les étrangers en particulier. Les dernières déclarations des différents dignitaires du FN, ce « festival », comme le dit Jean-Christophe Cambadélis, laissent peu de doutes sur leur vision de la société. Pour le Premier secrétaire, « c'est le retour de Vichy, avec les mêmes thèmes hier déployés sur la famille,

sur une vision particulière de la patrie. C'est le refoulé qui ressort et c'est la peur. Comme conclusion de cette peur, la séparation ». Car les déclarations se multiplient contre les Français musulmans notamment. « Il y a une volonté de stigmatisation dans tous les discours, a-t-il constaté. Sous Vichy c'était les juifs aujourd'hui ce sont les musulmans. »

COP 21 : « L'HUMANITÉ A RENDEZ-VOUS AVEC SON DESTIN »

Alors que la Cop 21 s'est ouverte lundi 30 novembre à Paris, Jean-Christophe Cambadélis, Sabine Buis, Secrétaire nationale en charge de la transition énergétique, écologique et de la biodiversité, et Christophe Bouillon, conseiller développement durable et Cop 21 auprès du Premier secrétaire, ont fait le point sur les attentes et propositions des socialistes lors de ce sommet international sur le climat.

« L'humanité a rendez-vous avec son destin à Paris. » C'est par ces mots que Jean-Christophe Cambadélis a souligné l'importance de l'enjeu de la Cop 21. Le premier secrétaire a rappelé que si des décisions collectives et universelles n'étaient pas prises nous serions confrontés à un « avenir incertain voire catastrophique ».

Jean-Christophe Cambadélis a salué le discours du Président de la République estimant qu'il s'agissait d'un « cadrage efficace ». Soulignant « l'intérêt de l'ensemble du monde » pour le sommet, il a rappelé qu'il fallait désormais des engagements concrets.

JUSTICE CLIMATIQUE

« La social-écologie c'est ce que nous prônons en tant que socialistes et ce en quoi nous croyons pour l'après Cop 21. » Sabine Buis a rappelé que le but de la Conférence de Paris sur le changement climatique est d'atteindre un consensus, un accord « contraignant et universel ». La secrétaire nationale en charge de la transition énergétique a insisté sur l'obligation pour les responsables

politiques de s'engager pour qu'il y ait une suite à la Cop 21.

Le Parti socialiste a identifié neuf grands enjeux pour le climat dont les questions de l'atténuation, de l'adaptation et de la responsabilité différenciée face au réchauffement climatique. Christophe Bouillon a relevé parmi ces défis la question déterminante du financement. Il a salué les collectivités territoriales et leur rôle de « laboratoires en terme d'innovation ». Christophe Bouillon a enfin rappelé que les socialistes portent la notion de justice climatique car « les premières victimes sont d'abord les plus pauvres ». Pour cette raison, il faut selon lui « accompagner les français pour que cet enjeu écologique ne soit pas une dépense ou une difficulté supplémentaire ».

« LA RÉPONSE AU TERRORISME NE PEUT ÊTRE **QUE GLOBALE** »



KENZO TREBUILLARD / AFP

Sébastien Piétrasanta, député des Hauts-de-Seine et membre de la commission des Lois a été nommé secrétaire national à la sécurité. Il a été notamment rapporteur du projet de loi de lutte contre le terrorisme et auteur d'un rapport sur la déradicalisation remis au ministre de l'Intérieur en juillet.

Quelle doit être la position du Parti socialiste sur les questions de sécurité ?

Le Parti socialiste a beaucoup évolué ces dernières années sur les questions de sécurité grâce à ses élus locaux confrontés à la réalité. Les positions ont changé, en ce qui concerne la police municipale ou la vidéosurveillance notamment. Depuis 2012, le gouvernement met en œuvre cette politique pragmatique, d'abord avec Manuel Valls puis Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur. Le rôle du PS est d'accompagner ces évolutions, d'aider le gouvernement

dans sa démarche, avec une doctrine claire. C'est-à-dire d'assurer la sécurité en préservant les valeurs de la gauche, les valeurs républicaines. Nous mettons en application une politique qui a été pensée notamment par Jean-Jacques Urvoas quand nous étions dans l'opposition, avec par exemple la création des zones de sécurité prioritaires.

Comment répondre aux attentats ?

La France est confrontée à une menace depuis longtemps. Notre première loi sur le terrorisme a été votée dès 2012. Mais nous voulons mettre en œuvre une réponse de gauche, qui évite la surenchère en restant dans un état de droit. Quand la droite propose d'assigner à résidence voire de mettre en rétention toutes les personnes qui font l'objet d'une fiche S, c'est démagogique, populiste et même contre-productif pour les services de renseignement.

Il faut rester sur ses deux jambes : répondre à la demande de sécurité et assurer la préservation des libertés individuelles. C'est aussi pour cette raison que la majorité parlementaire a un contrôle très strict de l'application au quotidien de l'état d'urgence.

À plus long terme, nous menons la réflexion sur la réforme constitutionnelle, qui n'est pas une réponse d'urgence. La menace est accrue, nous devons pouvoir adapter nos dispositifs de renseignement, nos moyens sécuritaires.

Que faire au-delà de l'approche sécuritaire ?

La réponse au terrorisme ne peut être que globale, et ne peut se contenter d'une vision seulement sécuritaire, avec des renforts policiers et des moyens techniques. La question de la prévention et de la déradicalisation est centrale. Il y a plusieurs moyens pour y parvenir. D'abord, on doit pouvoir agir en milieu carcéral, avec par exemple la création de quartiers dédiés prévue en 2016. Ensuite il y a la gestion du milieu ouvert, avec les collectivités locales, les acteurs de terrain. Enfin, il y a une volonté, réaffirmée par le Premier ministre, de créer des centres de déradicalisation accessibles soit de façon volontaire, soit par le biais de la contrainte pénale. Cela nécessite un accompagnement individualisé et pluridisciplinaire. Individualisé car on ne traite pas pareil une gamine de 16 ans qui part en Syrie pour se marier avec un moudjahidine et un individu entraîné qui se retrouve sur les listes de candidats à l'attentat-suicide. Et pluridisciplinaire car dans de nombreux cas la dimension psychologique est extrêmement importante.

Daech propose un idéal, un salut, il flatte l'égo. Beaucoup de jeunes qui tombent dedans sont en manque de repères. Il faut leur proposer une vision républicaine plus forte que ce qu'on leur montre. Cela passe par la nécessité de leur donner des perspectives à long terme, de retisser les liens familiaux et les liens sociaux.

« COMMENT GÉRER NOS INTÉRÊTS DANS UN MONDE SANS MAÎTRE ? »

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères était l'invité des Entretiens de Solférino mardi 1^{er} décembre sur le thème « *Faire face au terrorisme de Daech* ». Il a dépeint une situation mondiale particulièrement difficile. « *Après la fin de l'Union soviétique, il y a eu un moment d'ivresse de l'Occident, qui l'a amené, dans sa conception universaliste, à négliger les autres phénomènes.* » Et pourtant, depuis plusieurs années, deux affrontements montaient en puissance au sein de l'Islam : celui entre les sunnites et les chiites, et celui entre le monde musulman et une de ses infimes minorités, qui est passée « *d'un islam radical au wahhabisme, au salafisme, puis au djihadisme et au terrorisme* ».

Pour l'ancien ministre, la France n'est qu'une cible « *vulnérable, mais collatérale* ». Pour « *neutraliser la menace* », la seule issue est d'agir au Proche Orient. Ce qui pose à chaque fois une multitude d'autres questions. Les bombardements en Syrie et en Irak ont permis d'endiguer la progression de Daech, « *mais il ne suffisent pas* ». Et « *comment asphyxier le système de Daech si les pays voisins ne jouent pas le jeu ? S'il n'existe pas de coalition avec les mêmes objectifs clairs ? Comment impliquer davantage l'Arabie Saoudite, qui craint l'intervention de l'Iran ?* », s'interroge Hubert Védrine. S'il ne se dit pas opposé à une intervention militaire plus importante, il insiste sur le fait que la seule solution sera politique, et consistera à proposer un état viable pour tous, à commencer par les minorités.

« *Quand on tire le fil de la menace, on arrive à des questions compliquées* », constate-t-il. Car la question aujourd'hui n'est plus celle de l'hégémonie de l'une ou l'autre des parties du monde, c'est « *dans un monde sans maître, comment gère-t-on nos intérêts ?* ».



BÂTISSONS LA SOCIAL-ÉCOLOGIE



social-ecologie.parti-socialiste.fr

**LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE
ET SOCIALE DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ
EST AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT DE LA GAUCHE**

Retrouvez toutes les actualités de la Cop 21
et de la social-écologie sur le nouveau site
social-ecologie.parti-socialiste.fr

